

# SORTIR DU MARASME

par László Andor



Les élections 2019 au Parlement européen (PE) ont vu la social-démocratie chuter à un niveau historiquement bas. Au sein du nouveau PE, la part de sièges occupés par des députés de partis socialistes, sociaux-démocrates et progressistes n'a jamais été aussi faible. De manière générale, le soutien dont bénéficient les progressistes décroît en Europe, une situation qui exige de mener une réflexion sérieuse, sans toutefois céder à l'abattement. Une stratégie macroéconomique keynésienne et une politique sociale plus audacieuse sont vitales pour l'UE, tout comme un programme progressiste mondial.

Malgré une campagne électorale européenne des plus dynamiques au printemps 2019, dans certains pays de l'UE, les sociaux-démocrates semblent découragés et donnent l'impression de naviguer sur un bateau qui stagne, voire qui coule lentement. Ils ont obtenu quelques bons résultats au nord et au sud, mais la situation n'en reste pas moins critique dans les deux principaux pays qui représentent le moteur de l'intégration européenne depuis sept décennies.

La chute du Parti socialiste en France laisse un grand vide sur la carte, et le désarroi dans lequel le SPD allemand est plongé depuis les élections européennes semble aujourd'hui tout aussi dramatique. Parmi les « nouveaux États membres de l'UE » à l'est, les sociaux-démocrates sont au pouvoir dans certains pays – non sans controverse – et les modestes gains de voix dans les autres pays n'ont pas été suffisants pour offrir un répit.

Les meilleures performances de la gauche dans la péninsule ibérique et dans quelques autres régions du sud de l'Europe ainsi qu'aux Pays-Bas, et le retour du centre gauche au pouvoir dans le nord peuvent être cités comme des avancées positives. Ces résultats très mitigés exigent de mener une réflexion de fond sur le rôle qu'ont joué, dans le déclin de la social-démocratie, les crises européennes qui se sont chevauchées. Il convient également d'analyser l'importance de la politique européenne dans le cadre de la stratégie de reconstruction progressiste qui doit à présent être mise au point.

La définition d'un programme progressiste au niveau de l'UE apparaît comme une tâche essentielle en soi, mais aussi parce que ce programme cadre les politiques des États membres. Comparé à il y a cinq ans, le programme social-démocrate actuel semble mieux préparé et plus cohésif. Il s'agit de progresser le long de trois axes clés: refondre l'ordre mondial au profit de la durabilité,

restructurer l'Union monétaire pour faciliter la convergence, et réinventer l'Europe sociale pour lutter contre les inégalités.

Pour les sociaux-démocrates, le développement constant de l'Europe sociale constitue un objectif essentiel – même si certains sont d'avis qu'il s'agit de se montrer plus libéraux que les libéraux et plus écologiques que les verts. Il devrait être clair que l'absorption des politiques défendues par les libéraux ou les verts ne peut se substituer à l'obtention de résultats sur les enjeux clés, notamment au travers d'une politique macroéconomique keynésienne. La disponibilité des emplois et la qualité de nos lieux de travail aujourd'hui dépendent de la réglementation européenne, et cette dernière doit être actualisée pour veiller à ce que de nouvelles tendances telles que la numérisation et la robotisation ne portent pas atteinte aux normes élevées auxquelles nous avons abouti. Les accomplissements de plusieurs cycles législatifs au niveau de

l'UE, tels que la directive d'exécution sur le détachement des travailleurs de 2014 et la révision, en 2018, de la directive sur les travailleurs détachés, ont mis fin à l'époque où les travailleurs originaires de certains États membres de l'UE étaient présentés comme la principale menace pour le bien-être national d'autres États membres.

Les efforts supplémentaires voués à éradiquer le dumping social doivent se concentrer sur des propositions comme la coordination de salaires minimaux entre les différents pays. Même si l'UE n'est pas et ne deviendra pas un État-providence, elle doit mettre au point un filet de sécurité pour les systèmes nationaux de protection sociale, par exemple au travers d'une réassurance des systèmes nationaux d'indemnités de chômage. Les participants à un récent débat dans ce domaine ont défendu le concept d'une « Union sociale ».

“

*Les meilleures performances de la gauche dans la péninsule ibérique et dans quelques autres régions du sud de l'Europe ainsi qu'aux Pays-Bas, et le retour du centre gauche au pouvoir dans le nord peuvent être cités comme des avancées positives.*

”

Les sociaux-démocrates ayant remporté les élections par le passé ont manqué l'occasion de réformer le modèle financier et

économique de l'UE, ce qui laisse une tâche cruciale qu'aucune autre force n'est prête à accomplir. D'aucuns, comme Joseph Stiglitz qui le fait dans ce numéro du Progressive Post, plaident en faveur d'une réécriture générale des règles de l'économie européenne. Mais il ne devrait faire aucun doute que la réforme de la monnaie unique doit être au centre de cette démarche. Quand l'Union économique et monétaire (UEM) pourra être relancée, les tâches les plus urgentes seront l'achèvement de l'Union bancaire avec l'ajout d'une assurance des dépôts aux piliers existants et l'introduction d'une véritable capacité budgétaire à l'appui du partage des risques et de la convergence. Ces mesures ne nécessitent pas un bond fédéral ou une modification des traités. En raison du risque de désintégration en cas de nouvelle récession économique, une réforme de l'UEM est vitale, mais il ne faut pas non plus oublier de poursuivre la mise en place d'un nouveau modèle d'entreprise européen. En particulier, il est probablement temps d'adopter une politique industrielle efficace, avec un nouveau potentiel pour l'innovation et le développement régional.

Enfin, l'avenir de l'intégration européenne et, dans ce cadre, la perspective d'une Europe sociale dépendent également d'un programme progressiste mondial. Les Européens, plus que quiconque, peuvent et doivent s'employer à sauver les actions collectives dans le monde.

La principale menace pour le multilatéralisme émane du pays qui a inventé le système – les États-Unis d'Amérique. Ils cherchent des solutions pour gérer leur propre déclin relatif et aujourd'hui, cette démarche est devenue plus perturbatrice que constructive. Elle menace les accomplissements de ces dernières années, notamment dans les domaines de la politique climatique, du désarmement nucléaire et du développement économique. La conjoncture actuelle

appelle à une redécouverte de la tradition social-démocrate de la solidarité mondiale et à la mise au point d'un programme international progressiste. Sauver l'intégration européenne et le multilatéralisme face aux nouvelles figures autoritaires et nationalistes ne revient pas à défendre le statu quo ante, étant donné que le « laissez-faire » dans la finance transnationale et « la course à l'abîme » due à la non-réglementation du marché ces trente dernières années ont contribué à certaines des évolutions politiques alarmantes de notre époque.

L'analyse critique de la période néolibérale constitue un élément essentiel de la reconstruction progressiste dans les politiques économiques et sociales, mais également pour ce qui est des priorités mondiales. De grandes circonscriptions en Europe recherchent la force politique qui insistera sur la poursuite simultanée de la durabilité et de l'égalité. C'est en faisant montre de cette capacité que la social-démocratie pourra à nouveau avoir le vent en poupe.

**> AUTEUR**

**László Andor** est le nouveau secrétaire général de la FEPS. C'est un économiste hongrois qui a exercé les fonctions de commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion (2010-2014).